

Que faire de notre montagne de dettes ?

La dette de la France devrait passer de 2 385 milliards à 2 740. Les autres pays européens ont le même problème. Les 27 chefs d'État débattent ce jeudi des solutions.

Repères

À quelle hauteur s'élève la montagne de dettes de la France ?

La dette publique, celle de l'État, de la Sécurité et des collectivités locales, culmine à 2 385 milliards d'euros. Quasiement 100 % de la richesse produite en une année.

Comment s'explique cette dette ?

La France dépense chaque année davantage que ses ressources (TVA, impôts et cotisations). Cela lui permet de maintenir un modèle social enviable de nombreux habitants de cette planète : santé et université quasi gratuites, allocations-chômage, retraite... Bref, tout ce qui fait de la France un pays très avancé.

Pourquoi en reparle-t-on ?

Parce que l'ombre de la montagne de dettes va s'étendre cette année. La France dépense encore plus que d'habitude afin de soutenir l'économie. On a vu que la dette publique approche déjà 100 % de la richesse nationale. À la fin de l'année, le surcroît de dépenses devrait porter ce taux à au moins 115 %. Autrement dit, notre dette pourrait passer à

2 740 milliards !

Est-ce un problème ?

Pas vraiment pour l'instant. La France continue à trouver des prêteurs. Cette année, l'État prévoyait, avant le coronavirus, d'emprunter 215 milliards pour payer ses crédits arrivant à échéance et éponger son déficit. En raison des dépenses engendrées par l'épidémie, il devra porter ce montant à 307 milliards. « Les marchés financiers nous prêtent à des taux intéressants », rassure Gérard Darmanin, le ministre des Comptes publics. Et le stock de milliards que l'on propose trouve preneur. »

Mais les intérêts ?

Pas de problème non plus. En 2019, l'État a payé 40 milliards d'intérêts. Cette année, il devrait n'en verser que 37 !

Comment expliquer ce prodige ?

En raison des taux d'intérêt très bas. La France emprunte en moyenne, sur dix ans, à 0,12 %. C'est plus qu'avant l'épidémie. Nous étions alors en territoire négatif (-0,3 %). Autrement dit, des investisseurs préféraient perdre de l'argent en nous prêtant plutôt que de se tourner vers des placements

plus risqués. Mais 0,12 %, ça reste quand même très bas.

Pourquoi les taux sont-ils si bas ?

Grâce à la Banque centrale européenne (BCE) qui veille sur les dix-neuf pays qui ont adopté l'euro. La BCE crée des euros, avec lesquels elle rachète des dettes des États. Un détenteur de dette (une banque, un gestionnaire d'assurance-vie...) peut en effet la revendre sur « un marché secondaire ». Et la BCE rachète ces dettes à tour de bras, ce qui fait chuter les taux.

Alors faut-il s'inquiéter ?

Tant que la zone euro perdure, non. Mais l'épidémie la fissure. « Le maillon faible, c'est l'Italie », observe François Écalle, spécialiste des finances publiques. Lourdement endettée, l'Italie emprunte désormais à 2,2 %, quand l'Allemagne est à -0,4 %. Les mêmes questions se posent que celles soulevées pour la Grèce en 2012. L'Italie pourra-t-elle continuer à emprunter ? Si elle n'y parvient plus, devra-t-elle revenir à la lire ? « Si l'Italie tombe, conclut François Écalle. Le prochain domino, c'est la France. »

Jacques SAYAGH.



Les experts partagés sur le recours à la « monnaie hélicoptère »

Pour



Jézabel Couppey-Soubeyran, économiste, maîtresse de conférences à Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

PHOTO : DR

Que proposez-vous pour alléger le poids des dettes ?

La Banque centrale européenne (BCE) devrait financer directement les États. C'est ce qu'on appelle « la monnaie-hélicoptère » (1). Aujourd'hui, la BCE crée de la monnaie (1 000 milliards d'euros en 2020) pour acheter des dettes publiques sur le marché secondaire. Cela ne supprime pas les dettes. Cela ne fait que réduire les taux d'intérêt. En attendant, l'endettement des États explose. La solution serait de leur permettre d'être aidés par la BCE sans qu'elle n'attende un remboursement.

Mais n'est-il pas interdit à la Banque centrale de financer directement les États ?

C'est vrai, mais un traité européen, ça se change.

Cela ne risque-t-il pas de faire exploser l'inflation ?

La quantité de monnaie créée par la BCE ne changerait pas. C'est juste la destination qui serait différente.

La BCE doit-elle aussi verser de l'argent aux ménages ?

J'y suis favorable, mais dans le contexte actuel, ce serait prématuré. Car on fait face à deux chocs. D'un côté un choc de demande : les gens ne peuvent pas consommer car ils sont confinés. Et nous subissons aussi un choc d'offre : la production est très ralentie. Imaginons que cette dernière tarde à reprendre et que les consommateurs, dans le même temps, aient davantage de pouvoir d'achat. Nous pourrions alors avoir des pénuries de produits et des tensions inflationnistes. Dans ce cas, il faudra faire repartir l'activité. Pourquoi pas par des aides directes de la BCE aux entreprises ?

Recueilli par Jacques SAYAGH.

(1) En 1969, l'économiste Milton Friedman a imaginé, pour relancer l'inflation, que la Banque centrale crée de l'argent et le donne aux habitants : « Supposons qu'un hélicoptère vole au-dessus de cette communauté et largue 1 000 dollars en billets. »

Contre



François Écalle, ancien magistrat à la Cour des comptes, créateur du site Fipeco.

PHOTO : DR

La Banque centrale européenne (BCE) doit-elle subventionner les États sans contrepartie ?

Je suis très réservé. La création monétaire s'est toujours faite moyennant des contreparties. À l'origine, les Banques centrales ont créé de la monnaie échangeable contre leur stock d'or. Ensuite, on a dit qu'elles pouvaient posséder des dollars, eux-mêmes convertibles en or.

Aujourd'hui, quand la BCE crée de l'argent pour prêter à un État, elle a, en face, un actif : la créance que l'État doit lui rembourser. Mais si la Banque centrale crée de l'argent à partir de rien, chacun aura-t-il confiance dans les billets qu'il a dans sa poche ? Ce n'est pas sûr.

Quels seraient les risques ?

Recueilli par J. S.

Cela pourrait mettre l'euro en concurrence avec des monnaies parallèles, qui seraient considérées comme plus solides : le futur *libra* de Facebook par exemple. Sans compter le risque d'inflation. Il existe déjà quand la BCE rachète des dettes sur le marché secondaire. Mais il serait plus élevé si la BCE injectait directement de la monnaie dans l'économie.

Par ailleurs, quand on verse de l'argent à des ménages, il faut se demander si on va donner la même somme à un célibataire, à un couple avec trois enfants... Un Parlement élu aurait la légitimité démocratique pour trancher. Mais pas une Banque centrale. La seule solution serait que l'argent transite par les États.

Pourquoi pas ?

Là aussi, ce serait une impasse. La BCE est propriété des États. Si la BCE prête sans contrepartie, cela veut dire qu'elle subit des pertes. Dans ce cas, les États devraient la recapitaliser, donc lui redonner de l'argent. Tout cela ne sert à rien.

J'ajoute que ce scénario reste très hypothétique. Car les Allemands ne veulent pas d'un financement direct de la BCE vers les États.

Alléger le fardeau ? Trois pistes controversées

1 Mutualiser les dettes

Cette question sera, aujourd'hui, au cœur de la rencontre en visioconférence des vingt-sept chefs d'État européens. La France met sur la table un plan de relance de 1 000 milliards d'euros. « Nous proposons de financer ce fonds par de la dette commune », déclare Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, dans *Ouest-France*. Un souhait partagé par l'Italie et l'Espagne. Mais l'Allemagne et les Pays-Bas sont très réticents.

2 Augmenter les impôts

Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, suggère, dans un entretien à *Ouest-France*, « la création d'un impôt exceptionnel sur des entreprises liées à des secteurs qui n'ont pas été affectés par la crise, voire qui ont réalisé des bénéfices ».

Pas sûr que le gouvernement soit emballé : « Quand on met plus d'impôts sur le dos des entreprises et des salariés, on décourage l'activité économique », observe Gérard Darmanin, le ministre des Comptes publics.

3 Effacer les dettes

« Il faut annuler la dette », dit Jean-Luc Mélenchon, député de La France insoumise. Vous ne pouvez pas demander aux générations qui arri-



La Commission européenne à Bruxelles.

PHOTO : BEATRICE LE GRAND, OUEST-FRANCE

vent de rembourser la dette pendant les cent prochaines années. Ça ne s'est jamais vu dans l'Histoire. »

Le problème, c'est que la dette de l'État est détenue pour près de la moitié par des banques ou des assurances françaises. Des placements gagés sur les dépôts ou l'assurance-vie. « Cela provoquerait un cataclysme », observe François Écalle, spécialiste des finances publiques. Ça ne concernerait pas seulement les grandes fortunes. Beaucoup de Français (42 % des ménages) ont une assurance-vie. »

J. S.

La crise du coronavirus dans le monde

Près de 180 000 morts dans le monde

Plus de 2 571 880 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 193 pays et territoires depuis le début de l'épidémie. Parmi ces cas, au moins 583 000 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Les États-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 45 075 décès pour 825 306 cas. Après les États-Unis, le pays le plus touché est l'Italie, avec 24 648 morts pour 183 957 cas.

Trump a signé son décret sur l'immigration

Le président américain a signé un décret limitant l'immigration d'une durée initiale de soixante jours. Mais elle ne s'appliquera pas aux visas de travail temporaires, seulement aux cartes vertes qui offrent le statut de résident permanent.

En Espagne, 21 717 décès et l'état d'urgence prolongé

L'épidémie a fait 435 morts de plus en 24 heures en Espagne, où 4 211 cas supplémentaires ont été diagnostiqués, ce qui porte le total à 21 717 décès et 208 389 cas. Le président du gouvernement espagnol a demandé une prolongation de l'état d'urgence jusqu'au 9 mai. Mais il a

annoncé, hier, son intention d'entamer dans la deuxième quinzaine de mai la levée, lente et progressive, des mesures de confinement.

Peut-être plus de 40 000 morts au Royaume-Uni

Selon le dernier bilan communiqué mardi par les autorités sanitaires, l'épidémie a fait 18 100 morts dans les hôpitaux du Royaume-Uni. Mais le bilan pourrait déjà s'établir à 41 000 décès, selon une analyse du *Financial Times*.

Bruxelles au chevet de l'agriculture

Hier, la Commission européenne a proposé des mesures d'urgence pour soutenir les marchés agricoles les plus touchés par la crise du coronavirus. Elle propose, notamment, des aides temporaires (entre deux et six mois) au stockage privé du lait (poudre de lait écrémé, beurre, fromage) et de la viande (bœuf, mouton et chèvre) pour soutenir les prix. Dans le secteur du vin, les excédents pourraient être distillés pour fabriquer du gel hydroalcoolique. Ces mesures seront soumises au vote des États membres avant la fin du mois.

Le Parlement européen va distribuer des repas



Un novice d'un monastère bouddhiste de Wat Molliokayaram, à Bangkok, prie avec son masque et sa visière de protection.

PHOTO : SOE ZEYA TUN, REUTERS

À partir de la semaine prochaine, des centaines de personnes dans le besoin à Strasbourg (Bas-Rhin) seront nourries grâce au Parlement européen. Près de 500 repas seront distribués, en priorité à des familles monoparentales et à des jeunes, jusqu'à la fin du mois de juillet. Cette opération sera menée en partenariat

avec la Croix-Rouge.

La course au vaccin s'intensifie

En Allemagne, l'autorité fédérale chargée de la certification des vaccins a donné, hier, son feu vert à des essais cliniques sur des humains menés par le laboratoire allemand BioNTech, basé à Mayence, en lien

avec le géant américain Pfizer. Ces essais seraient les cinquièmes réalisés sur l'homme dans le monde, selon l'Institut Paul Ehrlich. Des essais cliniques ont été annoncés dès la mi-mars par des développeurs chinois et américains.

Le nouveau plan de soutien US

3 9 19

3919 Pour les femmes victimes de violences

OU

URGENCE **114** Numéro d'urgence par SMS

Numéro d'urgence par SMS

Le nouveau plan de soutien US